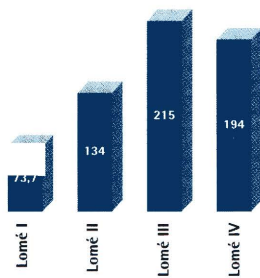


La sécurité alimentaire, ainsi que la lutte contre la sécheresse et la désertification restent une priorité constante de la coopération régionale entre l'Union européenne et les onze Etats relevant de cette sous-région. En 1993, l'Erythrée nouvellement indépendante en est devenue le onzième partenaire.

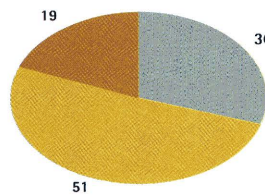
Durant les vingt dernières années, quelque 400 millions d'écus ont été engagés dans l'amélioration de l'infrastructure des transports et la promotion du commerce par la suppression des obstacles existants. Ces dernières années, cette aide a été mise en oeuvre de façon accrue par la ZEP (Zone d'Echanges Préférentiels), qui cherche à mettre en place un marché commun entre les pays d'Afrique de l'Est, d'Afrique australe et partiellement de l'Océan Indien. Les fonds régionaux de Lomé IV (194 millions d'écus) restent centrés sur les secteurs prioritaires des transports, de la sécurité alimentaire et du commerce.

Ressources totales allouées
Total resources allocated



FED 7: répartition sectorielle du PIR
(en % de la dotation totale)

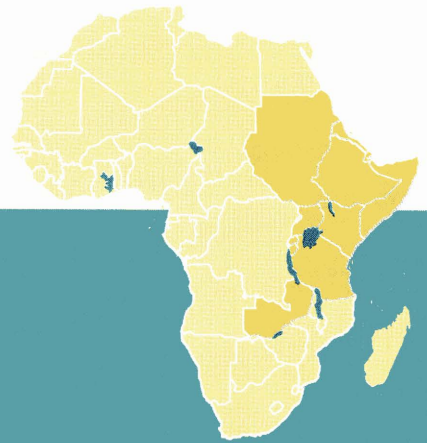
EDF 7: sectoral breakdown of RIP
(% of the total envelope)



- Développement rural / pêche
Rural development / fishing
- Transport et communications
Transport and communications
- Autres
Others

Food security and tackling problems of drought and desertification remain a priority in regional cooperation between the European Union and the eleven ACP States in this sub-region. In 1993, newly-independent Eritrea became the eleventh partner.

Over the last two decades, ECU 400 million has been committed to improve transport infrastructure and encouraging trade by removing a variety of obstacles. In recent years, such assistance has been increasingly channelled through the Preferential Trade Area (PTA) which seeks to establish a common market throughout Eastern and Southern Africa and the majority of the Indian Ocean countries. Lomé IV regional funds (ECU 194 million) are still earmarked for the following priority sectors: transport, food security and trade.



Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique

Eastern Africa and Horn of Africa

Burundi

Djibouti

Eritrea

Ethiopia

Kenya

Rwanda

Somalia

Sudan

Tanzania

Uganda

Zambia



5 492 000



Bujumbura



27 834 km²

Burundi

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
175.6 ECU (1990)

Exports (coffee 85%)
Exportations (café 85%)
66.1 mio ECU (1992)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
44.9% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
2.1% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
72.5% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
5.3% (1990)

Depuis son indépendance en 1962, l'histoire du Burundi est marquée par la persistance de graves confrontations ethniques qui ont abouti à certaines périodes à des affrontements sanglants. Depuis les élections démocratiques de juin 1993, le pays vit sa première alternance politique dans des conditions difficiles et de nouvelles confrontations se sont soldées par des milliers de victimes ainsi que par un exode massif de population vers les pays voisins.

L'économie burundaise, fondée sur l'agriculture et la combinaison de multiples activités rurales menées au sein de petites exploitations agricoles, a permis de garantir un niveau enviable de sécurité alimentaire. Les principales cultures de rente sont le café, le thé, et le coton. Les fluctuations des cours mondiaux du café, qui représente 85% des exportations, ont entraîné un déficit structurel de la balance commerciale.

La coopération avec l'Union européenne s'est traditionnellement concentrée dans les secteurs agricoles et les transports. Le Programme Indicatif de Lomé IV (112 millions d'écus) introduit des nouveaux domaines d'intervention en mettant l'accent sur l'appui aux secteurs sociaux (santé, éducation) ainsi qu'au secteur privé non-agricole.

Suite aux événements d'octobre 1993, l'aide humanitaire (médicale, alimentaire, matérielle et logistique) a été rapidement mobilisée en faveur des populations sinistrées. Les actions en cours (dont le volume financier est de 33.5 millions d'écus) seront bientôt complétées par d'autres interventions (27 millions d'écus), actuellement à l'étude.

Since achieving independence in 1962, Burundi's history has been marked by continual and serious ethnic confrontations that have resulted at certain times in bloody conflicts. Since the democratic elections of June 1993, the country has experienced its first political changeover in power, under difficult conditions; this has led to new confrontations involving thousands of victims, as well as a mass exodus of the population to neighbouring countries.

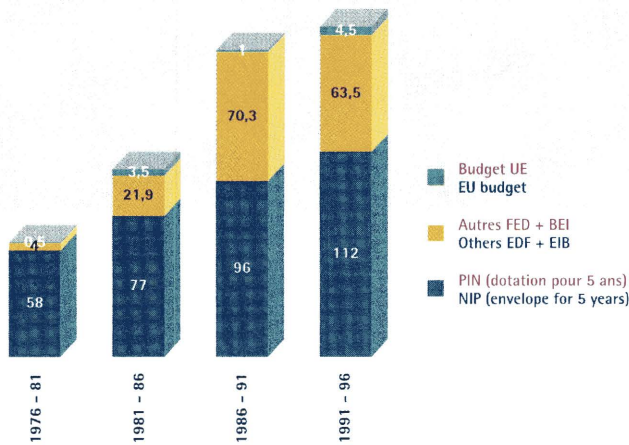
Burundi's economy, based on agriculture and many rural activities undertaken on numerous small farms, has helped secure an enviable level of food security. The main cash crops are coffee, tea, and cotton. Fluctuations in world coffee prices, a commodity representing 85% of exports, have created a structural deficit in the trade balance.

Cooperation with the European Union has traditionally centred on the agricultural and transport sectors. The Lomé IV Indicative Programme (ECU 112 million) has introduced new intervention areas by emphasising support for the social sectors (health, education), in addition to the non-agricultural private sector.

Following the events of October 1993, humanitarian aid (medical, food, relief and logistics) was quickly mobilised for the affected populations. The actions underway (equivalent to ECU 33.5 million) will soon be complemented by other interventions (ECU 27 million), currently under study.

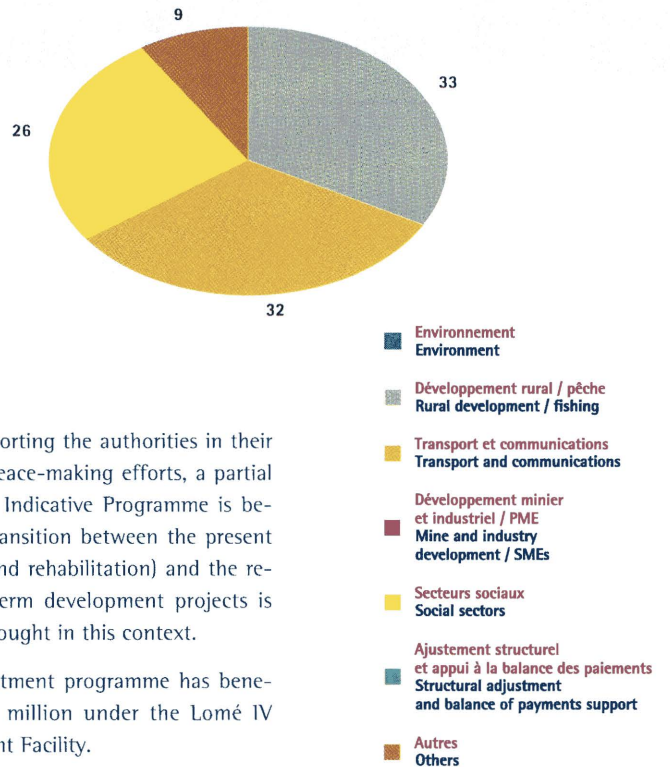
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



En vue d'appuyer les autorités dans leurs efforts de réhabilitation et de pacification, une modification partielle du Programme Indicatif est envisagée. Une transition entre la phase actuelle (urgence et réhabilitation) et la reprise des projets de développement à long terme est également activement recherchée dans ce contexte.

With a view to supporting the authorities in their rehabilitation and peace-making efforts, a partial modification of the Indicative Programme is being considered. A transition between the present phase (emergency and rehabilitation) and the resumption of long-term development projects is also actively being sought in this context.

Le programme d'ajustement structurel a bénéficié d'une aide de 12 millions d'écus au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel, sous Lomé IV.

The structural adjustment programme has benefited from ECU 12 million under the Lomé IV Structural Adjustment Facility.

En ce qui concerne le Stabex, les transferts au titre des campagnes 1990 et 1991 pour le café, le thé, ainsi que les cuirs et peaux ont été de 24,5 millions d'écus.

For Stabex, transfers of ECU 24.5 million were made for coffee, tea, leathers and hides during the 1990 and 1991 campaigns.

De nombreux cofinancements sont en cours avec des ONG qui mettent en oeuvre des actions auprès des populations, notamment dans le domaine social.

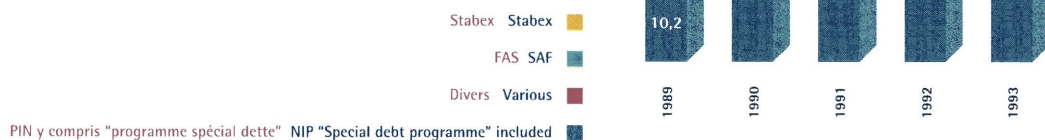
Many cofinancing projects are being implemented by NGOs working alongside the populations, especially in the social field.

En outre, 14 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques.

Moreover, ECU 14 million may be made available through the European Investment Bank in the form of risk capital.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





Djibouti



440 000



Djibouti

km²

23 200 km²

Djibouti

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
892.4 ECU (1990)

Exports (live animal)
Exportations
(animaux vivants)
15 mio ECU (1991)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
3.5% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
5.6% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
43.7% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
80.7% (1990)

Indépendant depuis 1977, Djibouti est un petit territoire côtier, formé de plateaux et de chaînes basaltiques limités par d'énormes failles. La pluviométrie sporadique et faible ne permet pas vraiment le développement d'une agriculture qui se limite à l'horticulture sur de petites surfaces. N'ayant pas de réserves minérales importantes, ses revenus proviennent essentiellement de l'activité portuaire et de l'aide extérieure.

En dépit de l'introduction d'un système multiparti et de la tenue d'élections législatives et présidentielles, le pays est en proie, depuis novembre 1991, à une guerre civile qui explique l'importance de l'aide humanitaire dont il bénéficie et qui constitue un frein considérable à son développement.

Djibouti est membre de la Zone d'Echanges Préférentiels (ZEP) et membre fondateur de l'IGADD (Intergovernmental Agency for Drought and Development).

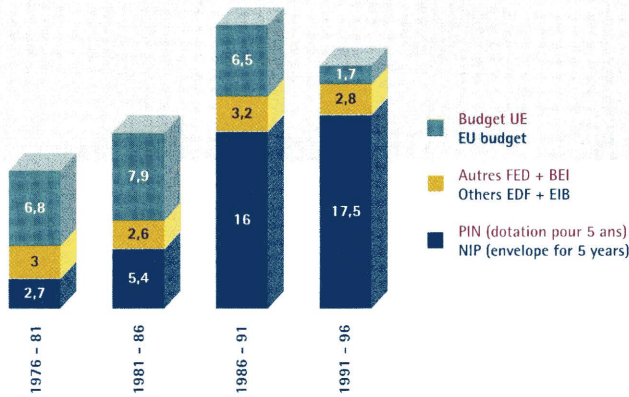
Independent since 1977, Djibouti is a small coastal territory, consisting of plateaus and basaltic mountains limited by enormous faults. Rainfall is weak and sporadic and does not really allow the development of agriculture; indeed, this is limited to horticulture on small areas. Having no large mineral resources, Djibouti's revenues come mainly from port activities and external aid.

In spite of the newly multiparty political system, as well as the holding of legislative and presidential elections, the country has faced a civil war since November 1991. This explains the amount of humanitarian aid from which it has benefited, and it has constituted an important brake on its development.

Djibouti is a member of the Preferential Trade Area (PTA) and a founder member of IGADD (Intergovernmental Agency for Drought and Development).

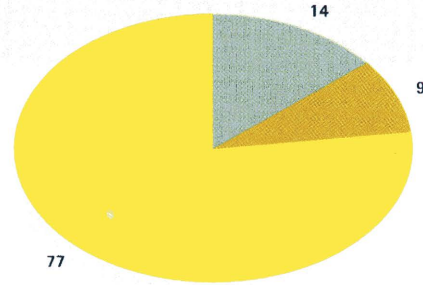
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



De Lomé I à Lomé IV, le Programme Indicatif National est passé de 2.7 à 17.5 millions d'écus en se concentrant sur les secteurs sociaux: santé, éducation, formation, hydraulique urbaine, etc.

Djibouti a également bénéficié de l'aide alimentaire directe (1.5 million d'écus) et d'actions des ONG cofinancées par le budget de l'Union européenne.

En outre, 2.5 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la BEI au titre des capitaux à risques.

From Lomé I to Lomé IV, the National Indicative Programme rose from ECU 2.7 million to 17.5 million, concentrating on social sectors: health care, education, urban water supply, etc.

Djibouti has also benefited from direct humanitarian aid (ECU 1.5 million) and NGO actions cofinanced from the European Union budget.

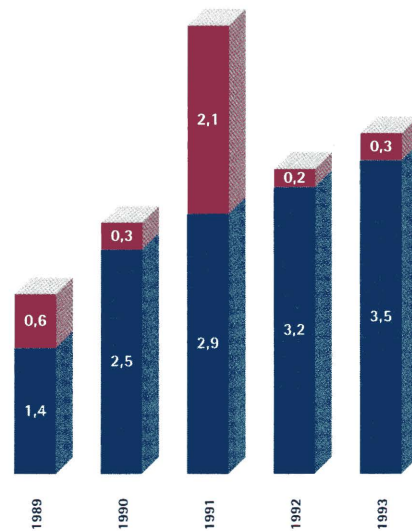
Moreover, ECU 2.5 million may be made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital.

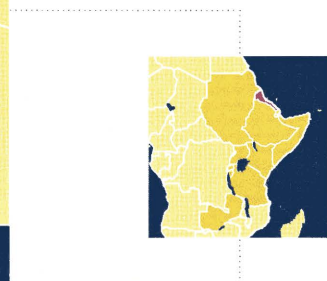
- Environnement
Environment
- Développement rural / pêche
Rural development / fishing
- Transport et communications
Transport and communications
- Développement minier et industriel / PME
Mine and industry development / SMEs
- Secteurs sociaux
Social sectors
- Ajustement structurel et appui à la balance des paiements
Structural adjustment and balance of payments support
- Autres
Others

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)

- Stabex Stabex
- FAS SAF
- Divers Various
- PIN NIP





 2 300 000

 Asmara

 120 000 km²

Eritrea

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
na/nd

Exports (na/nd)
Exportations (na/nd)
na/nd

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
na/nd

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
na/nd

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
na/nd

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
na/nd

Territoire de 120 000 km² situé au nord-est de l'Éthiopie, entre le Soudan et Djibouti et en bordure de la Mer Rouge, l'Erythrée a acquis son indépendance en mai 1993, après que la population ait répondu positivement au référendum d'autodétermination.

Ce nouveau pays a maintenu de bonnes relations diplomatiques avec tous ses voisins, et a rejoint le groupe ACP pour devenir le 70^{ème} pays signataire de la Convention de Lomé IV.

L'assistance à l'Erythrée a démarré dès 1992 par le lancement d'un programme à court terme de réhabilitation et de reconstruction. Ce programme, doté de 20 millions d'écus, s'est concentré principalement sur la réhabilitation des infrastructures sociales et de transport, l'irrigation et l'appui au renforcement institutionnel. A défaut de disposer alors d'un Programme Indicatif, les fonds mobilisés pour ce programme de réhabilitation ont été prélevés sur le Programme Indicatif de l'Éthiopie.

Plus généralement, le Programme Indicatif National de l'Erythrée, qui devrait être convenu d'ici la mi-1994, sera doté de 35 millions d'écus supplémentaires. Les deux principaux secteurs d'intervention prioritaires qui seront vraisemblablement choisis par les partenaires sont les transports et les communications et le développement rural.

A land of 120 000 km² situated north-east of Ethiopia and bordering the Red Sea between Sudan and Djibouti, Eritrea acquired its independence in May 1993 when its population responded positively to a referendum on self-determination.

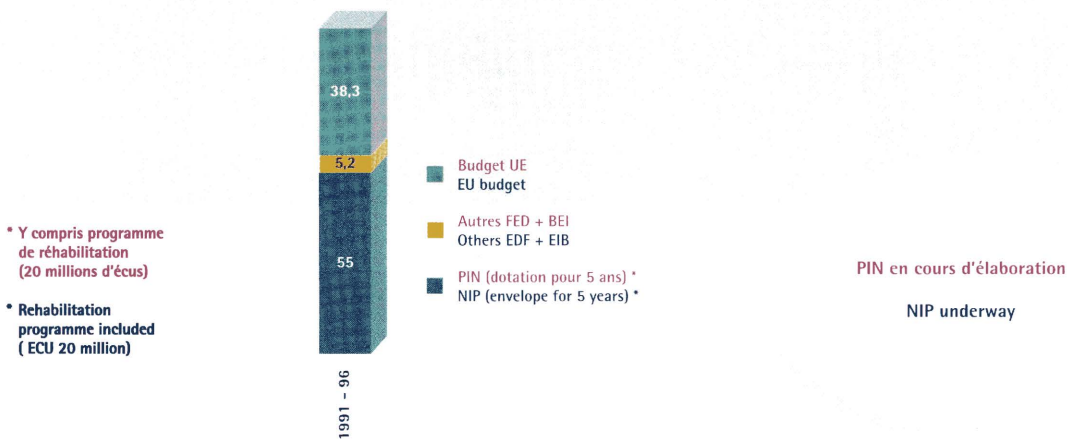
This new country has maintained good diplomatic relations with all its neighbours and joined the ACP group, becoming the 70th signatory of the fourth Lomé Convention.

Assistance to Eritrea got off the ground in 1992 with the launching of a short-term rehabilitation and reconstruction programme. This programme, endowed with ECU 20 million, concentrates mainly on restoring social and transport infrastructures, on irrigation and the strengthening of institutions. As Eritrea has not yet been allocated an Indicative Programme, the funds raised for this programme were deducted from the Ethiopian Indicative Programme.

The Eritrean National Indicative Programme, which should be agreed by mid-1994, will be allocated additional ECU 35 million. The two main sectors of priority intervention which will likely be chosen by the partners are transport and communications and rural development.

Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



Par ailleurs, les opérations d'aide humanitaire d'urgence ont déjà bénéficié de 1.35 millions d'écus, auxquels il convient d'ajouter 3.8 millions d'écus en faveur d'un projet d'envergure de contrôle du paludisme et d'un projet d'irrigation, qui ont été financés au titre de l'assistance aux réfugiés.

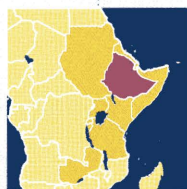
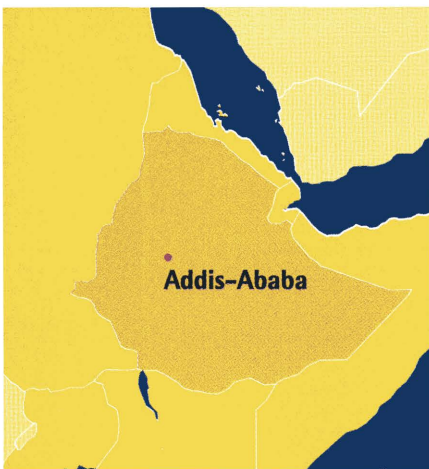
Sur le budget de l'Union européenne, 38.3 millions d'écus ont été alloués en 1993 pour des opérations d'aide alimentaire. Cette aide est notamment utilisée pour la construction d'entrepôts de stockage de denrées alimentaires dans le port de Massawa (2 millions d'écus) et la fourniture de semences (0.5 millions d'écus).

In addition, ECU 1.35 million has already been given in the form of emergency and food aids, to which should be added ECU 3.8 million for a large-scale project to control malaria and for an irrigation project which have also been funded in the form of assistance to refugees.

From the European Union budget, ECU 38.3 million was allocated in 1993 for food aid operations. This aid is mainly being used to build warehouses for foodstuffs in the port of Massawa (ECU 2 million) and to provide seeds (ECU 0.5 million).

Les paiements FED, jusqu'en 1993, figurent, en termes comptables, dans les paiements effectués en faveur de l'Ethiopie.

EDF payments up until 1993 are shown, in accounting terms, in the payments made to Ethiopia



49 831 000



Addis-Ababa



1 251 282 km²

Ethiopia

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
105 ECU (1990)

Exports (coffee 50%,
skins 15%)
Exportations (café 50%,
peaux 15%)
166.7 mio ECU (1991)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
28% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
2.4% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
31.4% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
12.3% (1990)

Bénéficiant d'un climat tempéré, mais aride en altitude, en dehors de la saison des pluies allant d'avril à septembre, l'Éthiopie a 90% de sa population concentrée sur des plateaux qui occupent la moitié de son territoire.

L'Éthiopie est caractérisée par un riche patrimoine culturel et une longue histoire. Durant les trente dernières années, le pays a connu une situation politique et économique difficile avec des conflits civils et de graves périodes de sécheresses prolongées. Le Gouvernement de transition, institué en mai 1991, a hérité d'une économie sinistrée avec l'un des plus bas PNB par habitant au monde. Le pays connaît à présent une période de paix et a amorcé la reconstruction de son économie, alors que l'Érythrée a accédé à l'indépendance en 1993.

La coopération avec l'Union européenne a débuté en 1975, et s'est essentiellement concentrée sur l'agriculture et le développement rural, les transports, le renforcement institutionnel, les infrastructures sociales et, plus récemment, l'appui à l'ajustement structurel et le développement du secteur privé. En tenant compte de toutes les différentes aides qui lui sont allouées, l'Éthiopie est le plus important bénéficiaire de l'assistance européenne aux pays ACP.

Sous Lomé IV, le Programme Indicatif National de 205 millions d'écus porte sur le financement de plusieurs programmes de développement rural, comportant en particulier l'amélioration du réseau routier rural et le soutien au secteur privé des PME, ainsi que le développement et la diversification des exportations (actuellement de l'ordre de 50% en

Ethiopia has a temperate climate, though it is arid in the highlands (which cover half its territory) outside the rainy season from April to September. 90% of the country's population is concentrated in this part of the country.

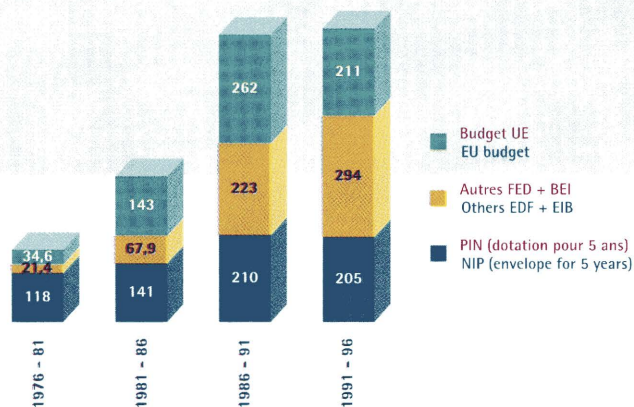
Ethiopia has a rich cultural heritage and a long history. Over the last thirty years, the country has experienced a difficult political and economic situation with serious civil upheavals and conflicts, and prolonged droughts. The Transitional Government established in May 1991 inherited a damaged economy with one of the lowest GNP per capita in the world. The country is now enjoying a period of peace and has initiated economic reconstruction, while Eritrea became independent in 1993.

Cooperation with the European Union began in 1975, concentrating mainly on agriculture and rural development, transport infrastructure, institutional strengthening, social infrastructure and, more recently, structural adjustment support and private sector development. Taking into account all assistance instruments, the country is the largest recipient of European assistance ahead of any other ACP State.

Under Lomé IV, the ECU 205 million National Indicative Programme consists of several rural development schemes, including particularly the upgrading of the rural road network and support to the private SME sector, as well as development and diversification of exports (presently about 50% for coffee, 15% for hides and skins). Other actions from NIP resources include support to in-

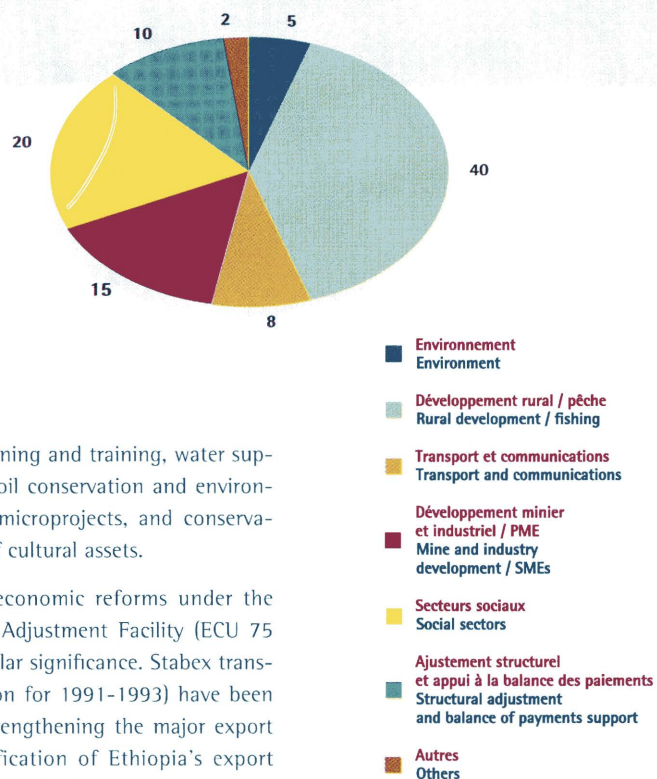
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



café, et 15% en cuirs et peaux). D'autres actions au titre du PIN prévoient un appui au renforcement institutionnel et à la formation, à l'approvisionnement en eau et à l'évacuation des eaux usées, à la conservation des sols et à l'environnement, aux microprojets ainsi qu'à la conservation et au développement des richesses culturelles.

L'appui aux réformes macroéconomiques au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (75 millions d'écus) tient une place importante. Les transferts au titre du Stabex (155 millions d'écus sur la période 1991-1993) ont été centrés sur le renforcement des principaux secteurs d'exportation et sur la diversification du commerce d'exportation, par le biais notamment de la promotion des PME.

Des actions significatives ont aussi pu être lancées grâce au budget de l'Union européenne, notamment d'importantes aides alimentaires (196 millions d'écus) et de nombreux projets de cofinancement avec les ONG dans diverses parties du pays (15 millions d'écus).

En outre, 40 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques.

stitutional strengthening and training, water supply and sewerage, soil conservation and environmental protection, microprojects, and conservation/development of cultural assets.

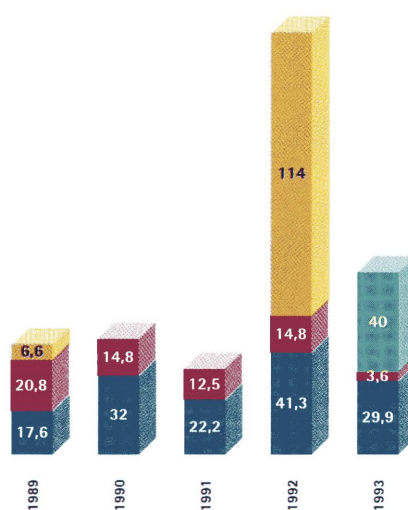
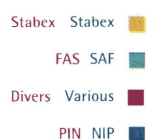
Support for macroeconomic reforms under the Lomé IV Structural Adjustment Facility (ECU 75 million) is of particular significance. Stabex transfers (ECU 155 million for 1991-1993) have been focused both on strengthening the major export sectors and diversification of Ethiopia's export trade, particularly through SME promotion.

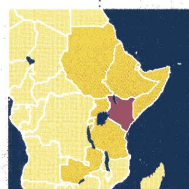
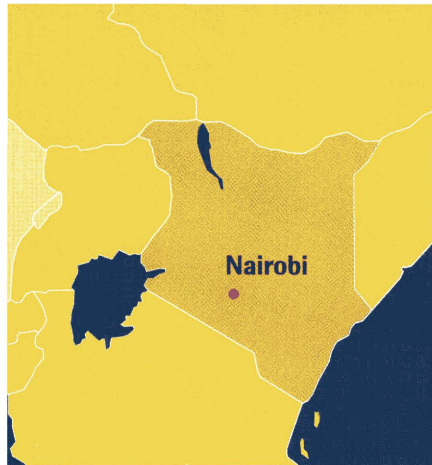
Significant actions have also been launched from the European Union's budget, such as major food aid operations (ECU 196 million) and many NGO cofinanced projects in various parts of the country (ECU 15 million).

Moreover, ECU 40 million may be made available through the European Investment Bank intervention in the form of risk capital.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





23 585 000



Nairobi



582 646 km²

Kenya

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
309.5 ECU (1990)

Exports (tea 22%,
coffee 19%)
Exportations (thé 22%,
café 19%)
996.5 mio ECU (1991)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
24.5% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
3.5% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
95.1% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
23.6% (1990)

Le Kenya, dont le relief s'élève progressivement de l'Océan Indien jusqu'à 1700 mètres d'altitude vers Nairobi, est constitué au nord et au nord-est de régions arides et semi-arides. Avec un taux annuel de 3.5 à 3.8%, la croissance démographique du pays est l'une des plus importantes du monde.

Après son accession à l'indépendance, en 1963, le pays a connu durant les années 70 et le début des années 80, un développement économique basé sur l'autosuffisance alimentaire, les exportations agricoles et les services. Devant la détérioration de la situation économique à la fin de la décennie 80, le Kenya a adopté un programme de réformes économiques qui a reçu une assistance extérieure jusqu'en 1991, laquelle a été interrompue faute de progrès suffisants en matière politique et économique. Depuis lors, un système de multipartisme a été introduit et des élections ont été organisées en 1992. Dans le domaine économique, une politique de réformes a été engagée avec détermination.

L'aide de l'Union européenne a débuté en 1975 et s'est concentrée sur le développement rural, un meilleur équilibre entre les régions rurales et urbaines, ainsi que sur l'infrastructure routière dans le cadre du Programme régional visant à améliorer les liaisons avec les pays voisins enclavés. Plus récemment, la priorité a été accordée au développement des ressources naturelles et à l'appui au Programme de réforme du secteur céréalier. D'importantes aides alimentaires ont également été fournies au pays à la suite de vagues de sécheresse.

Le Programme Indicatif National (PIN) de Lomé IV (140 millions d'écus) est axé sur le secteur céréalier (deuxième Programme de réforme), le développement des terres arides et semi-arides les

Kenya is made up of semi-arid and arid regions in the north and north-east, with a relief rising from the Indian Ocean to 1700 metres around Nairobi. With an annual growth rate of 3.5 to 3.8% per year, Kenya has one of the fastest growing populations in the world.

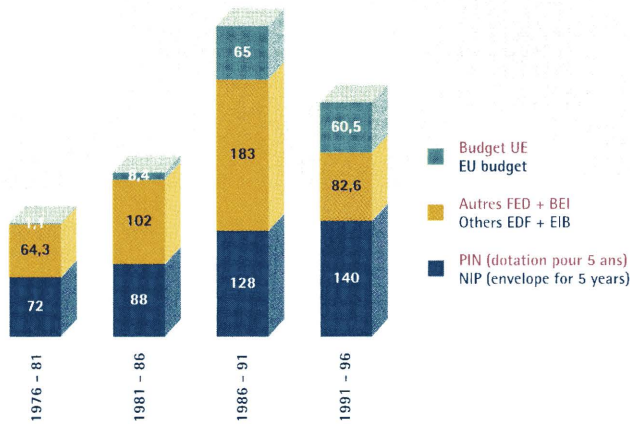
After Kenya achieved independence in 1963, economic development of the country during the 1970s and early 1980s was based on food security, agricultural exports and services. Owing to the worsening economic situation in the late 1980s, Kenya adopted a programme of economic reforms which was supported by external assistance until 1991, but suspended that year due to lack of progress in the political and economic fields. Since then a multiparty system has been introduced and elections were held in 1992. In the economic field, a policy of reform has been resolutely launched.

European Union assistance began in 1975, concentrating on rural development, a better rural-urban balance and on road infrastructure in connection with the Regional Programme aimed at improving links for landlocked neighbouring countries. More recently, priority was given to natural resources and support to the Cereals Sector Reform Programme (CSRP). Significant amounts of food aid were also provided for drought relief.

The Lomé IV National Indicative Programme (NIP) — ECU 140 million — concentrated on the cereal sector (CSRP II), development of the poorest arid and semi-arid lands, conservation of indigenous forests and wildlife, support to the private sector, microprojects and economic and social infrastructure. The low rate of disbursement at the mid-term of Lomé IV, and the changing conditions of the economy, led to a review of the NIP and a re-

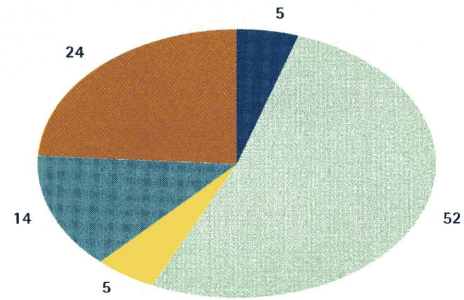
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



- Environnement
Environment
- Développement rural / pêche
Rural development / fishing
- Transport et communications
Transport and communications
- Développement minier et industriel / PME
Mine and industry development / SMEs
- Secteurs sociaux
Social sectors
- Ajustement structurel et appui à la balance des paiements
Structural adjustment and balance of payments support
- Autres
Others

plus pauvres, la préservation de la faune et des forêts, ainsi que sur le soutien au secteur privé, aux microprojets et aux infrastructures économiques et sociales. Le faible taux de déboursement à mi-parcours de Lomé IV, et les nouvelles conditions économiques, ont conduit à une révision du PIN et à une réorientation des ressources disponibles vers les secteurs possédant une plus grande capacité d'absorption de l'aide.

Le développement agricole et rural, et avant tout le secteur du café, est également appuyé par les transferts importants attribués au titre du Stabex. Le Kenya a également reçu des aides alimentaires et aux réfugiés significatives, ainsi que des aides d'urgence en faveur des victimes de la sécheresse et des troubles civils. Le pays a par ailleurs bénéficié des fonds de coopération régionale alloués à l'Afrique de l'Est, principalement par le biais d'un soutien aux programmes de plusieurs institutions régionales basées sur son territoire et par l'appui à des projets routiers reliant le Corridor Nord.

En outre, la Banque Européenne d'Investissement pourrait contribuer, sur les ressources dont elle assure la gestion, au financement de projets dans les secteurs productifs pour un montant important, dont plus de 5 millions d'écus ont été engagés à ce jour au titre des capitaux à risques.

orientation of available resources to sectors with the highest absorption capacity.

Assistance to agriculture and rural development is also being provided through important Stabex transfers targeted at the coffee sector. Significant food and refugee aid was also provided, as well as emergency assistance to victims of drought and civil troubles.

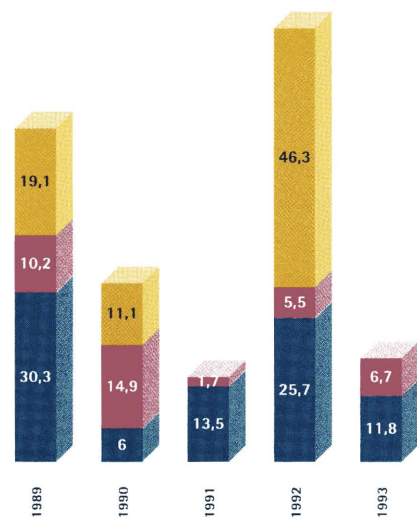
Kenya has benefited from the regional cooperation funds provided to Eastern Africa, mainly through support to programmes of a number of regional institutions hosted by the country and through road projects linked to the Northern Corridor.

Moreover, the European Investment Bank may contribute, through the resources it manages, to the financing of projects in production sectors up to a substantial amount, of which more than ECU 5 million have been committed so far in the form of risk capital.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)

- Stabex
- FAS SAF
- Divers
- PIN y compris "programme spécial dette" NIP "Special debt programme" included





Kigali



7 027 000



Kigali

km²

26 338 km²

Rwanda

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
265.8 ECU (1990)

Exports (coffee 68.59%,
tea 18.48%)
Exportations (café 68.59%,
thé 18.48%)

60 mio ECU (1992)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
8% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
3.1% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
71.1% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
5.6% (1990)

Le Rwanda est un petit pays enclavé, densément peuplé (plus de 285 habitants au km²), dont la pluviométrie régulière et l'altitude (1 300 mètres en moyenne) en font un pays verdoyant. L'économie rwandaise repose sur l'agriculture: cultures vivrières, thé et café. Toutefois, l'enclavement du pays et son relief l'obligent à concentrer ses efforts de développement sur le secteur des transports et des communications.

Comme son voisin le Burundi, l'histoire du Rwanda est marquée, depuis son indépendance en 1962, par la persistance de graves conflits ethniques qui ont abouti, à certaines périodes, à des affrontements sanglants. L'instauration du multipartisme en juin 1991 n'a pas permis de mettre un terme au conflit inter-ethnique qui vient de reprendre tout récemment avec une très grande violence.

Amorcée dès 1958, la coopération avec l'Union européenne s'est concentrée dans les domaines du développement rural (stratégie alimentaire, développement des cultures d'exportation de haute qualité, infrastructures sociales) et des transports. Une attention particulière a été portée aux réseaux permettant de relier les provinces isolées aux grands axes routiers que sont le Corridor Nord et le Corridor Central.

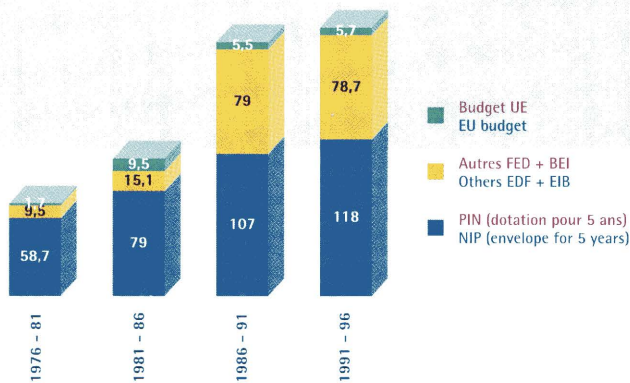
Rwanda is a small, landlocked and densely populated country (more than 285 inhabitants per km²). Its regular rainfall and high altitude (average 1 300m) make it a verdant one. The Rwandan economy is based on agriculture, its main products being food crops, tea and coffee. However, its landscape and the fact that it is landlocked, oblige it to concentrate development efforts in the transport and communications sector.

Like its neighbour Burundi, Rwanda's history has been marked, since its independence in 1962, by continual, serious ethnic confrontations which have at times led to bloody conflict. The introduction of multi-party rule in June 1991 did not put an end to the inter-ethnic conflict that has just recently begun again with great violence.

Since 1958, cooperation with the European Union has concentrated on the areas of rural development (food strategy, development of high-quality export crops, social infrastructures) and transport. Particular attention has been given to networks linking isolated provinces to the country's two large roads, the Northern and Central Corridors.

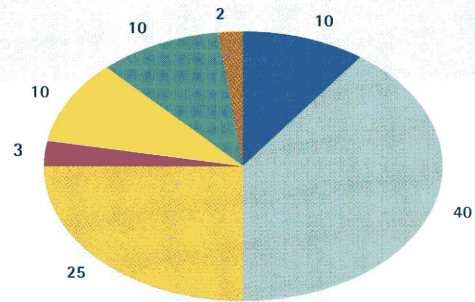
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



Dans le cadre de Lomé IV, le Rwanda a bénéficié de 118 millions d'écus de ressources programmées et de 17,5 millions d'écus au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS). En outre, 14 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques. Les autres domaines privilégiés par le Programme Indicatif National de Lomé IV sont la lutte contre le SIDA, l'appui à la décentralisation, l'appui au PME, les microprojets et la protection de l'environnement.

La mise en oeuvre de ces programmes a cependant été ralentie et compromise par les conflits et les troubles qui traversent le pays.

Ces conflits et ces troubles, qui s'ajoutent à ceux du Burundi voisin, expliquent par ailleurs l'envergure de l'aide humanitaire allouée en faveur des réfugiés (350 000 personnes) et des personnes déplacées au Rwanda (environ 900 000 personnes).

Le Rwanda bénéficie aussi d'importantes ressources du Stabex: les transferts financiers sur la période 1991-1993 se sont élevés à 26,7 millions d'écus pour le thé et le café.

In the framework of Lomé IV, Rwanda was granted ECU 118 million in programme resources and ECU 17.5 million under the Structural Adjustment Facility. Moreover, ECU 14 million may be made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital. Other areas earmarked by the Lomé IV National Indicative Programme are the fight against AIDS, support for decentralization, support for SMEs, microprojects and environmental protection.

The implementation of these programmes has slowed down, however, and is threatened by the fighting and myriad troubles across the country.

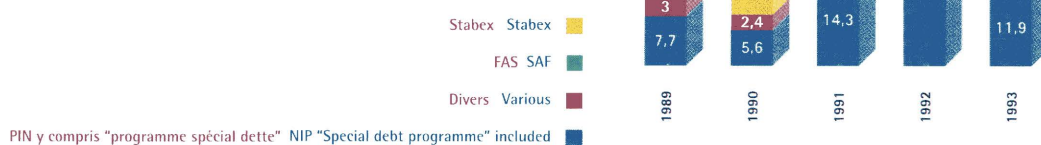
These conflicts and the ensuing problems, added to those of neighbouring Burundi, explain the scale of humanitarian aid allocated for the 350 000 refugees and 900 000 displaced persons in Rwanda.

Rwanda has also received substantial Stabex funds; transfers between to 1991 and 1993 amounted to ECU 26.7 million for tea and coffee.

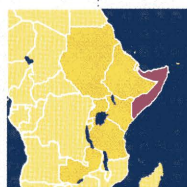
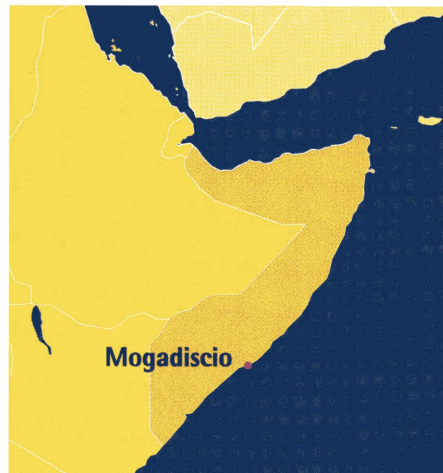
- Environnement
Environment
- Développement rural / pêche
Rural development / fishing
- Transport et communications
Transport and communications
- Développement minier et industriel / PME
Mine and industry development / SMEs
- Secteurs sociaux
Social sectors
- Ajustement structurel et appui à la balance des paiements
Structural adjustment and balance of payments support
- Autres
Others

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)



PIN y compris "programme spécial dette" NIP "Special debt programme" included



8 677 000



Mogadiscio



637 657 km²

Somalia

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant

84.8 ECU (1990)

Exports (bananas 40%)
Exportations (bananes 40%)

91.7 mio ECU (1987)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations

19.4% (1989)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle

2.8% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire

18.9% (1980)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation

24.2% (1990)

Située en bordure de l'Océan Indien, à la pointe de la Corne de l'Afrique, la Somalie partage ses frontières avec l'Éthiopie principalement, le Kenya et Djibouti.

L'histoire récente du pays est marquée par la guerre civile depuis 1991, la famine de 1992 et l'opération militaro-humanitaire internationale lancée fin 1992 et visant à la restauration de la paix civile.

L'agriculture constitue habituellement la base économique du pays et représente plus de 60% du PNB. L'élevage, activité traditionnelle des populations nomades, représente à lui seul près de 40% du PNB et des revenus d'exportation. L'agriculture commerciale est centrée sur la production et l'exportation de bananes (40% des revenus d'exportation), les autres productions étant limitées au marché local (sucre, sorgho et maïs).

En raison de la situation politique du pays et de la désorganisation totale de la vie institutionnelle, économique et sociale, la Somalie n'a pas encore ratifié la Convention de Lomé IV ni procédé à l'établissement de son Programme Indicatif National. De 1991 à 1993, l'assistance européenne s'est presque exclusivement traduite par des aides humanitaires alimentaires et d'urgence (plus de 85 millions d'écus) financées sur le budget de l'Union européenne.

Situated by the Indian Ocean, at the tip of the Horn of Africa, Somalia shares borders with Ethiopia, in the main, and with Kenya and Djibouti.

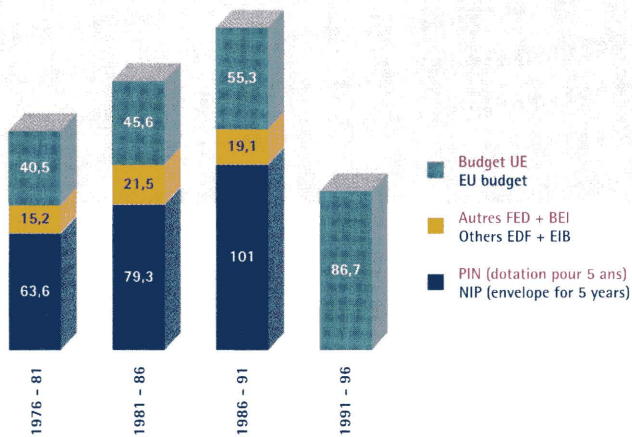
The country's recent history has been dominated by a civil war, since 1991, as well as the 1992 famine and the international military humanitarian operation launched at the end of 1992 aimed at restoring peace.

Agriculture normally forms the economic base of the country, representing more than 60% of GNP. Livestock farming, the traditional activity of nomad populations, alone represents nearly 40% of GNP and of export revenues. Commercial agriculture is centred on the production and export of bananas (40% of export revenues), other production being limited to local market produce (sugar, sorghum and corn).

Because of the political situation in the country and the total disorder in institutional, economic and social life, Somalia has not yet ratified the fourth Lomé Convention, nor has it begun to establish a National Indicative Programme. From 1991 to 1993, European assistance has almost exclusively been in the form of humanitarian and emergency food aid (more than ECU 85 million) from the European Union budget.

Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



Convention de Lomé IV non signée

Lomé IV Convention not signed

Afin de contribuer à la reconstruction et au relèvement économique du pays, l'Union européenne a mis sur pied un programme de réhabilitation pour la Somalie d'un montant de 38 millions d'écus. Ce programme, approuvé en 1993, est financé sur les ressources du 6e FED de Lomé III et s'inscrit dans le contexte de l'Initiative Spéciale pour l'Afrique adoptée par le Conseil des Ministres européens la même année. Son approche est pragmatique et vise à concilier l'exigence de la sécurité dans le choix des zones géographiques prioritaires d'intervention avec la nécessité d'assurer le redémarrage rapide de nombreux secteurs productifs, en particulier du secteur vital de l'élevage.

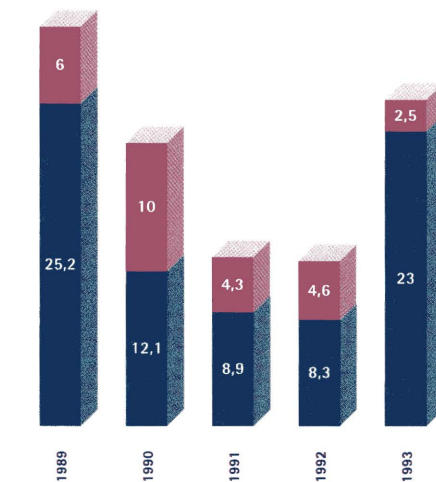
Le programme sera principalement mis en oeuvre par des organisations non-gouvernementales de développement déjà implantées localement et veillant à soutenir des structures locales capables de prendre la relève des opérations d'assistance.

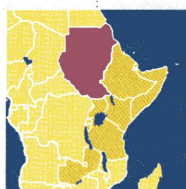
In order to contribute to the reconstruction and economic rebuilding of the country, the EU has set up, with ECU 38 million, a programme of rehabilitation for Somalia. This programme, approved in 1993, is funded from sixth EDF resources under Lomé III, in the context of the special initiative for Africa adopted by the European Council of Ministers the same year. Its pragmatic approach aims to marry security requirements in the zones most in need of help with the need to give a rapid boost to numerous production sectors, in particular the vital livestock sector.

The programme will be carried out mainly by development NGOs already locally installed and will ensure the support of local structures capable of taking over responsibility for aid operations.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)
En 1991, 1992 et 1993, paiements en faveur d'opérations humanitaires

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)
In 1991, 1992 and 1993 payments for humanitarian operations





25 203 000



Khartoum



2 505 813 km²

Sudan

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
305.5 ECU (1990)

Exports (cotton 40%)
Exportations (coton 40%)
592.6 mio ECU (1989)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
1.2% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
2.7% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
49.8% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
22.5% (1990)

Le Soudan est le plus grand pays d'Afrique, avec un climat largement aride ou désertique et une grande diversité culturelle. Le pays a accédé à l'indépendance en 1956, et est victime depuis lors de l'instabilité politique, de la guerre et des conflits civils ainsi que d'une grave régression économique. Le Soudan figure désormais parmi les pays les plus pauvres du monde.

L'aide programmée accordée au Soudan depuis la première Convention de Lomé au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) s'est élevée à plus de 320 millions d'écus.

L'aide autre qu'humanitaire prévue au titre de Lomé IV est suspendue depuis 1990, en raison de la situation prévalant dans le pays.

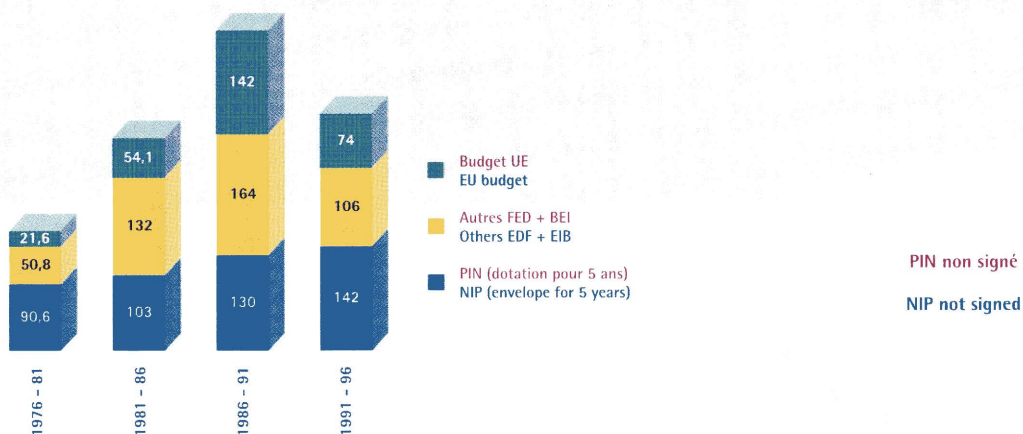
Sudan is the largest country in Africa with a largely arid or desert climate and a great cultural diversity. The country gained independence in 1956, and has since then suffered from political instability, civil war and upheavals, as well as serious economic decline. Sudan is now one of the poorest countries in the world.

Programmed aid allocated to Sudan since the first Lomé Convention, under National Indicative Programmes (NIP), has amounted to more than ECU 320 million.

Assistance other than humanitarian provided for in Lomé IV has been suspended since 1990 due to the situation prevailing in the country.

Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)

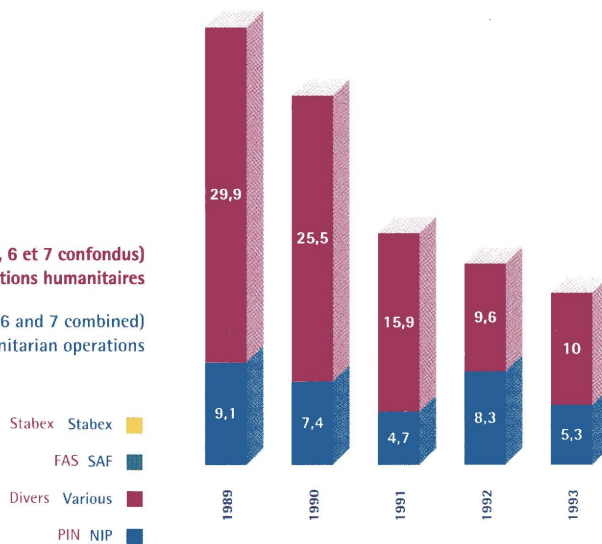


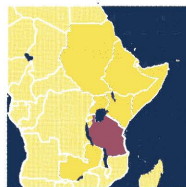
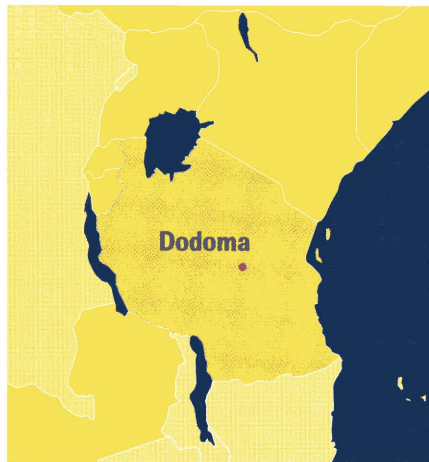
Les circonstances tragiques provoquées tant par le déplacement de populations touchées par la guerre civile dans le sud du pays, que par la sécheresse dans le nord, ont toujours nécessité une aide humanitaire importante de l'Union européenne: plus de 230 millions d'écus d'engagements depuis Lomé I au titre des aides d'urgence et aux réfugiés ou personnes déplacées, et près de 300 millions d'écus au titre de l'aide alimentaire.

The tragic circumstances caused by displaced and war-affected populations in Southern Sudan as well as the drought-affected population of the North have always required substantial and continuous humanitarian relief from the European Union: since Lomé I, more than ECU 230 million have been committed in the form of emergency aid and aid to refugees or displaced persons, and around ECU 300 million in food aid.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)
En 1991, 1992 et 1993, paiements en faveur d'opérations humanitaires

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)
In 1991, 1992 and 1993 payments for humanitarian operations





25 993 000



Dodoma



945 037 km²

Tanzania

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
72.8 ECU (1990)

Exports (cotton 40.5%,
coffee 26%)
Exportations (coton 40.5%,
café 26%)
317.5 mio ECU (1991)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
18.5% (1989)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
3.1% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
68.9% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
20.8% (1990)

Instituée en 1964 par la réunion du Tanganyika, indépendant en 1961, et de Zanzibar (700 000 habitants), la Tanzanie a dû faire face aux handicaps tenant à sa grande dimension, une mauvaise infrastructure des transports et des communications et de fréquentes sécheresses. Après l'échec de la politique économique menée dans les années 1960 et 1970, le programme de réformes lancé en 1986 est progressivement parvenu à stabiliser la situation économique, bien qu'à un faible niveau d'activité. La démocratie pluraliste a été introduite en 1991.

Amorcée en 1974, la coopération UE-Tanzanie s'est d'abord et principalement concentrée sur le développement agricole et rural, les transports, le renforcement institutionnel et les infrastructures sociales. Plus récemment, l'appui à l'ajustement structurel et l'environnement ont rejoint les secteurs prioritaires d'intervention.

Dans le cadre de la Convention de Lomé IV, l'aide à l'ajustement structurel, avec 85 millions d'écus, joue un rôle particulièrement important. Le Programme Indicatif National (PIN) de 166 millions d'écus comporte plusieurs projets en matière de transport cofinancés avec les fonds du Programme Indicatif Régional (PIR), dont la réalisation de voies de transit par route et rail avec les pays enclavés voisins tels que le Rwanda, le Burundi, le Zaïre et l'Ouganda. Parmi les autres actions financées sur le PIN, on trouve également l'appui à la conservation des sols et à l'environnement, au tourisme, aux télécommunications, au renforcement institutionnel (y compris la formation), à la lutte contre le SIDA, aux microprojets et à l'approvisionnement en eau. L'aide au secteur agricole provient en grande partie du Stabex – près de 100 millions d'écus depuis Lomé IV – et est principalement axée sur la filière café, en vue de soutenir le passage à une économie libérale.

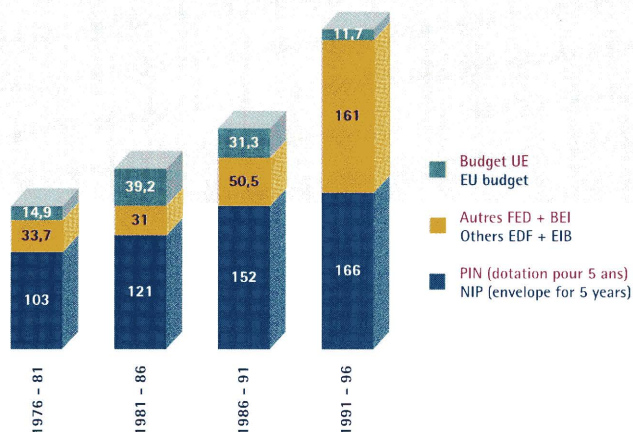
Established in 1964, through the union of Tanganyika, independent in 1961, with Zanzibar (700 000 inhabitants), Tanzania has been handicapped by its large size, poor transport and communications infrastructures and frequent drought. Following the failure of the economic policy implemented in the 1960s and 1970s, a programme of economic reforms was launched in 1986. This has progressively stabilised the economy, albeit at a low level of activity. Multiparty democracy was instituted in 1991.

EU-Tanzania cooperation began in 1974, concentrating mainly on agriculture and rural development, transport, institutional strengthening and social infrastructures. More recently, structural adjustment support and environmental issues have been included among priority sectors of assistance.

Under the Lomé IV Convention, structural adjustment support (ECU 85 million) was given particular attention. The National Indicative Programme (NIP) of ECU 166 million includes several transport projects, such as transit by road and rail to neighbouring landlocked countries – Rwanda, Burundi, Zaïre and Uganda – , which are cofunded with the Regional Indicative Programme resources. Other actions include support for soil conservation and environment, tourism, telecommunications, institutional strengthening and training, AIDS programmes, microprojects and water supply. Assistance to agriculture comes mostly from Stabex (ECU 100 million since Lomé I) and is focused primarily on coffee processing, to help in the transition to a liberal economy.

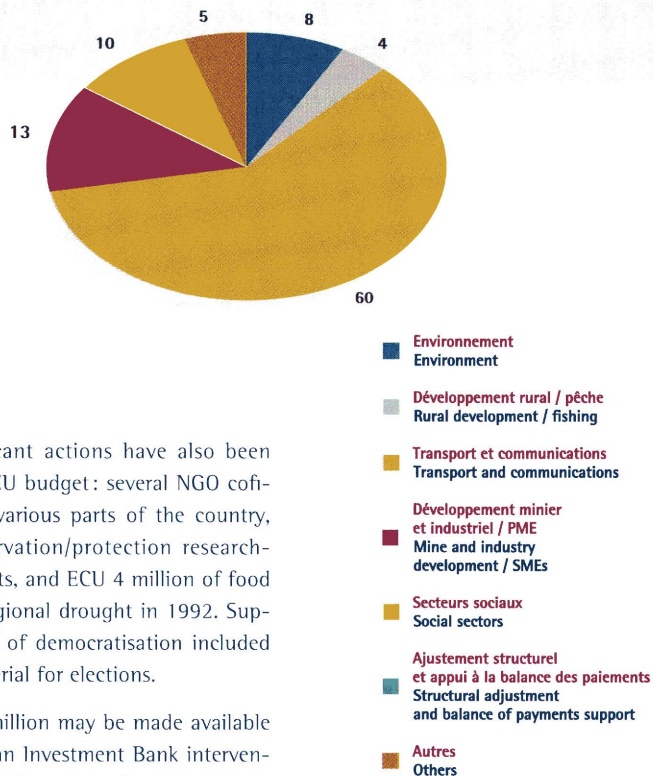
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



Des actions plus modestes, mais néanmoins significatives, ont été lancées avec des fonds provenant du budget de l'Union européenne: plusieurs projets cofinancés avec des ONG en divers endroits du pays, des actions concernant la recherche/planification en matière de conservation et de protection de la nature, et 4 millions d'écus d'aide alimentaire à la suite de la sécheresse qui a affecté la région en 1992. On notera aussi l'appui à la transition démocratique par la fourniture d'équipements et de matériel dans le cadre du processus électoral.

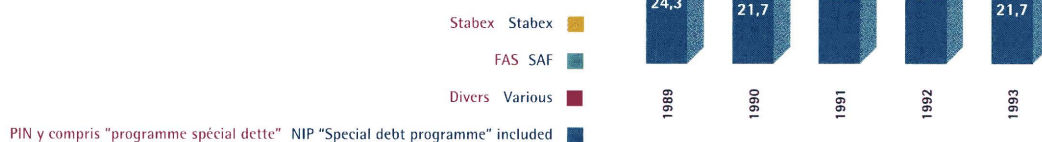
En outre, 29 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques, dont 19 millions ont déjà été engagés en faveur du secteur privé et de l'infrastructure portuaire.

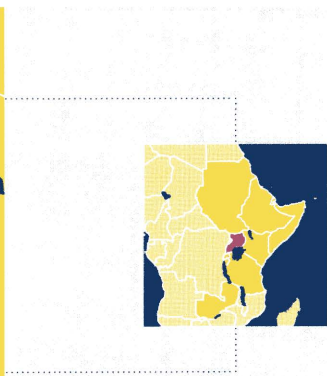
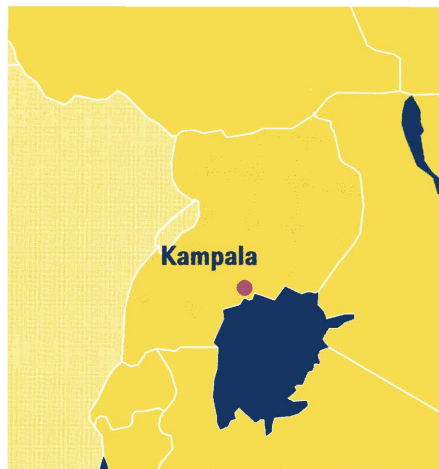
Smaller but significant actions have also been launched from the EU budget: several NGO cofinanced projects in various parts of the country, environment conservation/protection research-and-planning projects, and ECU 4 million of food aid following the regional drought in 1992. Support for the process of democratisation included equipment and material for elections.

Moreover, ECU 29 million may be made available through the European Investment Bank intervention in the form of risk capital, of which ECU 19 million has been committed so far in the private sector and port infrastructure.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





 17 560 000

 Kampala

 241 040 km²

Uganda

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant

137.4 ECU (1990)

Exports (coffee 90%,
hides 3%)

Exportations (café 90%,
cuirs 3%)

126.1 mio ECU (1992)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations

27% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year

Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle

3.3% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire

80.3% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation

11.2% (1990)

Indépendant depuis 1962, l'Ouganda est un pays enclavé, composé pour l'essentiel d'un vaste plateau d'altitude moyenne supérieure à 1000 m. La stabilité politique retrouvée en 1986, après deux décennies de désordres et de guerres civiles, a permis au pays de lancer un grand programme de reconstruction, préalable à tout développement.

Les perspectives de développement de l'Ouganda portent principalement sur le secteur agricole. Elles sont globalement positives, avec une production vivrière excédentaire et des possibilités réelles de diversification et de transformation. Le pays doit cependant faire face aux contraintes inhérentes à son enclavement, à de graves maladies endémiques telles que le SIDA et la malaria, et à la nécessité de reconstruire ses outils de production, son secteur privé, son système bancaire, ses infrastructures et ses structures administratives.

Dans le cadre des Conventions de Lomé, l'Union européenne participe activement aux efforts de reconstruction. Au titre de Lomé IV, le Programme Indicatif National (145 millions d'écus) accorde la priorité aux infrastructures économiques et sociales, aux ressources humaines, à la production rurale et à l'environnement. Par ailleurs, 35 millions d'écus ont déjà été engagés pour les programmes d'appui à l'ajustement structurel et les transferts alloués au titre du Stabex atteignent plus de 90 millions d'écus pour le café et les cuirs et peaux.

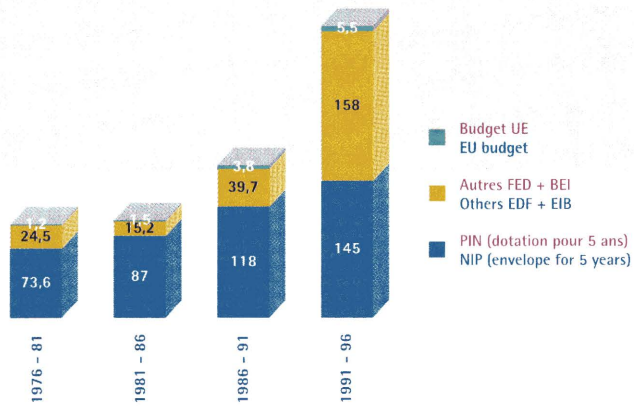
Independent since 1962, Uganda is a landlocked country which mainly consists of a huge plateau with an average altitude of over 1000 m. Political stability, which was re-established in 1986 after two decades of disorder and civil war, has allowed Uganda to launch a major programme of reconstruction – a prerequisite for future development.

Uganda's development prospects focus mainly on the agricultural sector. The outlook is positive overall with surplus food production and real possibilities of diversification and transformation. The country must, however, face up to constraints connected to it being landlocked, to serious endemic diseases such as AIDS and malaria and to the need to rebuild production equipment, its private sector, the banking system, its infrastructure and administrative structures.

In the framework of the Lomé Conventions, the European Union participates actively in reconstruction efforts. Under Lomé IV, the National Indicative Programme of ECU 145 million focuses on economic and social infrastructures, human resources, rural production and the environment. ECU 35 million has already been committed for structural adjustment support programmes and Stabex transfers reached more than ECU 90 million for coffee, leather and hides.

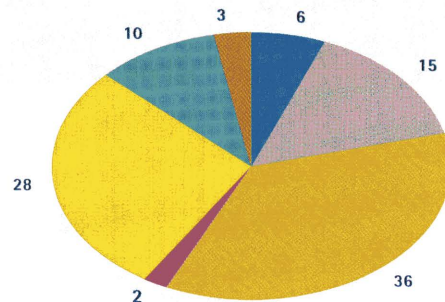
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



- Environnement
Environment
- Développement rural / pêche
Rural development / fishing
- Transport et communications
Transport and communications
- Développement minier et industriel / PME
Mine and industry development / SMEs
- Secteurs sociaux
Social sectors
- Ajustement structurel et appui à la balance des paiements
Structural adjustment and balance of payments support
- Autres
Others

Un montant de 2.5 millions d'écus a également été alloué pour appuyer le processus de démocratisation. Les nombreux cofinancements en cours avec les ONG portent essentiellement sur des actions de développement rural, en matière de santé ou à caractère social en faveur, notamment, des victimes du SIDA et des handicapés.

L'Ouganda joue un rôle régional important au sein de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), de la Zone d'Echanges Préférentiels (ZEP), de l'Autorité Inter-Gouvernementale sur la Sécheresse et pour le Développement (IGADD) et de l'Organisation du Bassin de la Kagera (OBK).

En outre, 15 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques, dont plus de 5 millions d'écus ont déjà été engagés.

ECU 2.5 million was allocated to support the democratization process. Numerous NGO projects are being funded, focusing mainly on rural development, health care and social concerns such as AIDS and the handicapped.

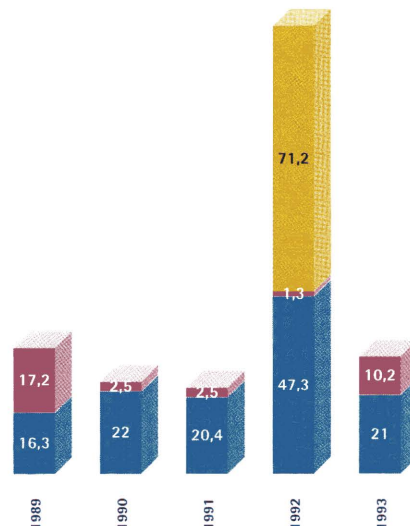
Uganda plays an important regional role within the Organization of African Unity (OAU), the Preferential Trade Area (PTA), the Inter-Governmental Authority on Drought and for Development (IGADD) and the Kagera Basin Organization (KBO).

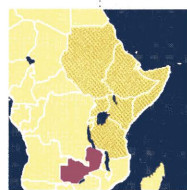
Moreover, ECU 15 million may be made available through the European Investment Bank (EIB) in the form of risk capital, of which ECU 5 million has already been committed.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)

- Stabex Stabex
- FAS SAF
- Divers Various
- PIN y compris "programme spécial dette" NIP "Special debt programme" included





 8 138 000

 Lusaka

 752 614 km²

Zambia

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
366.8 ECU (1990)

Exports (copper 85%)
Exportations (cuivre 85%)
1030 mio ECU (1992)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
12.9% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
3.2% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
primaire
92.4% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
42% (1990)

Pays enclavé, fortement urbanisé (près de la moitié de la population vit dans les villes), la Zambie est devenue indépendante en 1964. L'économie zambienne est en déclin depuis les années 1970 en raison de la chute des cours mondiaux du cuivre et d'une diminution de sa production – le pays tire encore du cuivre plus de 80% de ses recettes d'exportation –, de difficultés de gestion de l'économie et d'un endettement croissant. Le gouvernement élu en 1991 a rapidement entrepris des réformes économiques et politiques qui ont permis de réaliser d'importants progrès dans les domaines de l'ajustement structurel et de la libéralisation de l'économie.

Sous les Conventions de Lomé précédentes, l'aide européenne s'est largement concentrée sur l'agriculture et le développement rural.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV, de 95 millions d'écus, a axé son aide sur l'amélioration des infrastructures routières, la promotion d'autres exportations que le cuivre et les infrastructures sociales. En plus de ces fonds, 71 millions d'écus au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) et 60 millions d'écus provenant du Sysmin ont été alloués, sous Lomé IV, pour soutenir le programme de réformes économiques entrepris par le gouvernement. La Zambie a également reçu 1.2 million d'écus pour assister les réfugiés angolais et zairiens qu'elle accueille sur son territoire.

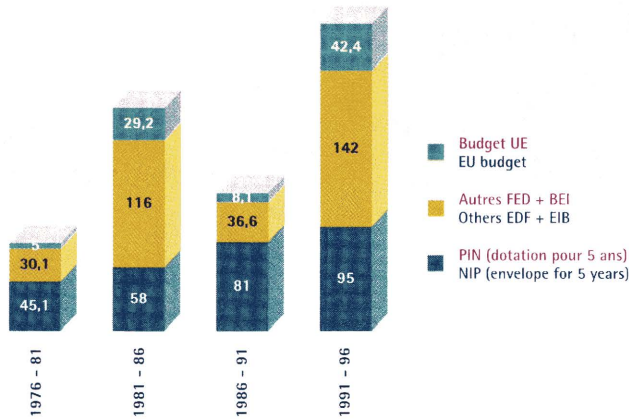
Zambia is a landlocked, highly urbanised country (nearly half the population live in towns) which gained independence in 1964. The Zambian economy had been in decline since the early 1970s as a result of the slump in copper prices and a fall in copper output – copper still accounts for 80% of Zambia's exports –, difficulties in economic management and increasing indebtedness. The new Government elected in 1991 immediately introduced economic and political reforms. Progress has since then been made in structural adjustment and liberalisation of the economy.

European Union assistance to Zambia under the previous Lomé Conventions concentrated largely on agriculture and rural development.

The Lomé IV National Indicative Programme of ECU 95 million has focused its assistance on the improvement of road infrastructure, the promotion of non-copper exports and the improvement of social infrastructure. In addition to the funds made available under the National Indicative Programme, ECU 71 million from the Structural Adjustment Facility (SAF) and ECU 60 million from Sysmin funds have been allocated under Lomé IV to assist the Government's economic recovery programme. ECU 1.2 million has also been allocated to assist Angolan and Zairian refugees inside Zambia.

Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



La Zambie a bénéficié d'interventions importantes de la Banque Européenne d'Investissement: près de 42 millions d'écus ont été accordés sur ses ressources propres sous Lomé I et II, et près de 30 millions d'écus au titre des capitaux à risques sous Lomé I, II et III. Sous Lomé IV, les interventions au titre des capitaux à risques s'élèvent à 10 millions d'écus et concernent le secteur textile, les produits pharmaceutiques et la production de fleurs.

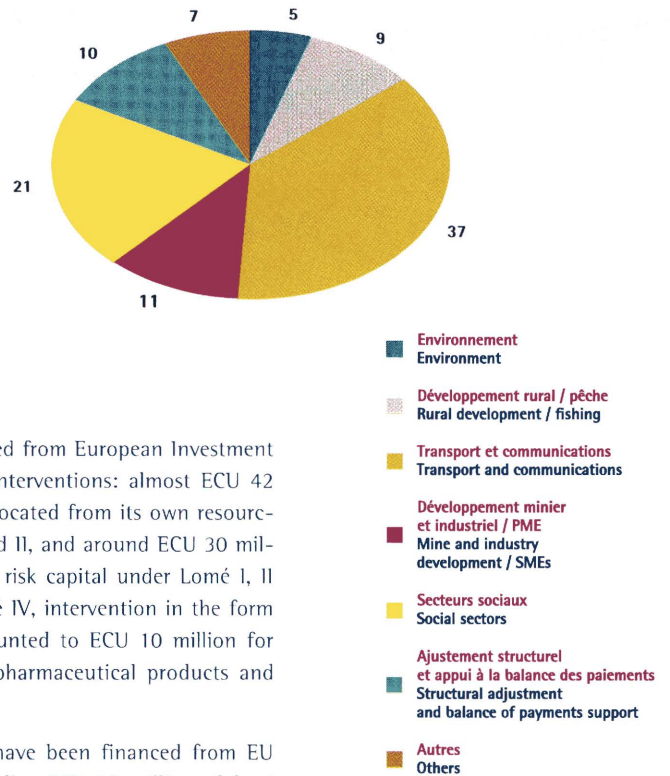
Plusieurs actions importantes ont aussi été financées sur le budget de l'Union européenne, dont une aide alimentaire de 39 millions d'écus en réponse à la sécheresse dramatique qui a frappé le pays en 1991-1992.

Zambia has benefited from European Investment Bank's significant interventions: almost ECU 42 million has been allocated from its own resources under Lomé I and II, and around ECU 30 million in the form of risk capital under Lomé I, II and III. Under Lomé IV, intervention in the form of risk capital amounted to ECU 10 million for the textile sector, pharmaceutical products and flower production.

Important actions have been financed from EU budget funds, including ECU 39 million of food aid to Zambia in response to the severe drought which affected Zambia in 1991/1992.

FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)

